

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

DIXIEME SESSION

Documents officiels



SIXIEME COMMISSION, 469^e

SEANCE

**Lundi 5 décembre 1955,
à 10 h. 55**

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 52 de l'ordre du jour :

Procédure arbitrale: observations des gouvernements
concernant le projet sur la procédure arbitrale établi
par la Commission du droit international (*suite*)... 133

Président: M. Manfred LACHS (Pologne).

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Procédure arbitrale: observations des gouvernements concernant le projet sur la procédure arbitrale établi par la Commission du droit international (A/2456 [par. 57], A/2899 et Corr.1 et A/2899/Add.1 et 2, A/CN.4/92 *, A/C.6/L.369/Rev.1) [suite]

DISCUSSION GÉNÉRALE (fin)

1. M. CARPIO (Philippines) se demande s'il serait opportun de poursuivre l'analyse du projet de convention (A/2456, par. 57) dans ses moindres détails. Un grand nombre de représentants ont déjà fait valoir les arguments d'ordre juridique, social ou philosophique que l'on peut invoquer en faveur de l'adoption de ce projet ou en sens contraire. Le seul point qui paraît acquis, c'est que les délégations ne peuvent parvenir à se mettre d'accord.

2. La Sixième Commission a une double tâche à remplir. Elle doit d'abord examiner quels sont les avantages et les inconvénients du projet établi par la Commission du droit international, puis, en se fondant sur les résultats de cet examen, décider de la suite à donner à ce projet.

3. Le projet de convention renferme des dispositions importantes, dont l'intérêt est indiscutable. La Commission du droit international, ainsi qu'en témoigne son rapport, s'écarte des notions admises en matière d'arbitrage, afin de remédier aux insuffisances du système traditionnel et d'assurer l'efficacité des procédures arbitrales. Le Gouvernement philippin, bien qu'il n'ait pas à résoudre de problèmes de frontières, estime qu'il importe de reconnaître le caractère obligatoire de l'arbitrage, en mettant au point un système applicable à tous les Etats qui interdisent aux parties de se soustraire à leurs obligations. Si la Charte des Nations Unies proclame l'égalité souveraine des Etats, la réalité est assez différente en ce sens que, dans les relations internationales, la force prime trop souvent le droit. Le système juridique adopté doit donc être universel et applicable à tous les Etats, quelle que soit leur puissance. Les dispositions du projet qui confèrent au tribunal arbitral, à la Cour internationale de Justice ou à son président certaines attributions nouvelles présentent un intérêt réel, et la Sixième Commission ne peut les passer sous

silence pour la seule raison qu'elles constituent une innovation.

4. Plusieurs délégations ont soutenu que le projet portait atteinte à l'autonomie de la volonté des parties. L'argument n'est pas convaincant, car l'article premier laisse aux parties l'entière liberté de conclure une convention arbitrale. Il dispose seulement que, la convention une fois conclue, les parties ne peuvent pas se soustraire à l'obligation qu'elles ont contractée, ni refuser de régler leurs différends par voie d'arbitrage. Ce n'est qu'en adoptant un système applicable à tous les Etats que l'on pourra instaurer le règne du droit.

5. La Sixième Commission doit en second lieu décider de la suite à donner au projet de convention. Elle ne peut écarter à la légère un texte qui est intéressant à plus d'un égard, bien qu'il présente certaines imperfections réelles. Le projet de résolution révisé (A/C.6/L.369/Rev.1), tout en contenant des félicitations à l'adresse de la Commission du droit international pour les travaux accomplis, semble écarter définitivement le projet de convention. La délégation des Philippines n'a pas d'objection à formuler, mais elle pense que la marche du progrès est irrévocable et qu'il serait utile de transformer le projet de la Commission du droit international en une convention de portée universelle.

6. La solution la plus satisfaisante serait donc de prier la Commission du droit international d'étudier à nouveau l'ensemble du projet en tenant compte des observations des gouvernements ainsi que des débats qui ont eu lieu à la Sixième Commission, au cours des huitième et dixième sessions. Les membres de la Commission du droit international ont une compétence reconnue, mais ils ne sont ni omniscients ni infaillibles. Ils tireraient sans doute profit des observations formulées par les membres de la Sixième Commission. La Commission du droit international serait alors en mesure de présenter un projet remanié, qui pourrait recueillir l'adhésion unanime des Etats Membres.

7. Le texte proposé par l'Afghanistan, le Mexique, les Pays-Bas et la Yougoslavie (A/C.6/L.370) ne paraît pas entièrement satisfaisant; il se borne à inviter la Commission du droit international à étudier les observations des gouvernements et les déclarations faites à la Sixième Commission. Puisque les délégations ne sont pas unanimes à reconnaître la valeur du projet de convention, M. Carpio estime que la Commission du droit international devrait revoir l'ensemble du projet. La délégation des Philippines votera dans le sens que M. Carpio vient d'indiquer.

8. Pour les mêmes raisons, le représentant des Philippines estime qu'il ne serait pas opportun, au stade actuel, de convoquer une conférence internationale de plénipotentiaires.

9. M. SURJOTJONDRO (Indonésie) félicite la Commission du droit international d'avoir, une fois de plus, établi un document dont la valeur indiscutable tient non seulement au prestige dont jouit la commis-

* Document non publié en français à la date de parution du présent compte rendu.

sion en matière de droit international, mais aussi aux qualités intrinsèques du projet, qui en font une œuvre scientifique remarquable.

10. Au cours des débats que la Sixième Commission a consacrés au lieu de réunion de la Commission du droit international, la délégation indonésienne a indiqué que les méthodes de la Commission du droit international n'ont pas toujours correspondu à ce que certains représentants avaient envisagé. Le projet de convention semble lui donner raison; il porte l'empreinte de la personnalité du rapporteur chargé de l'établir. Le rapporteur a voulu incorporer dans un instrument juridique certaines notions et certains idéaux, alors que l'évolution du droit n'est pas encore, dans la pratique, parvenue à un stade aussi avancé. Le projet de convention est une œuvre d'art dont les parties s'équilibrent de façon remarquable. Tout remaniement proposé par d'autres que ses auteurs risquerait de compromettre cet équilibre et ne pourrait que nuire à la valeur du texte. Les imperfections du projet tiennent à ses qualités mêmes. La Commission du droit international devrait donc examiner à nouveau les notions qui sont à la base de la codification et qui doivent correspondre exactement aux exigences de l'époque actuelle. La procédure de codification est à bien des égards différente de ce qu'elle pouvait être à l'époque de Justinien ou même à celle de Napoléon. Le droit est l'expression d'une société donnée, mais il semble difficile d'admettre à l'heure actuelle que les nations constituent une société universelle, au sens précis du terme.

11. En raison des controverses auxquelles le projet a donné lieu, tant à la Commission du droit international qu'à la Sixième Commission, il serait préférable d'adopter la solution prévue dans le projet de résolution révisé (A/C.6/L.369/Rev.1), qui représente une amélioration notable par rapport à la proposition initiale.

12. Un certain nombre de délégations ont proposé de convoquer une conférence internationale de plénipotentiaires, dont l'intérêt serait indiscutable, car tous les Etats Membres doivent pouvoir parvenir un jour à un accord général en matière de procédure arbitrale. L'Organisation des Nations Unies devrait cependant se contenter de jouer le rôle d'observateur; ce n'est pas à elle d'envisager la convocation d'une conférence dont l'issue est douteuse et dont la portée serait nécessairement limitée.

13. M. RODIL MACHADO (Guatemala) déclare que l'intérêt du débat est d'avoir permis aux délégations de présenter leurs vues sur la justice internationale et de développer leurs arguments à l'occasion de l'analyse du projet de convention présenté par la Commission du droit international. La majorité des représentants estiment qu'il ne serait pas souhaitable d'adopter l'ensemble du projet, et les critiques qu'ils ont formulées à cet égard peuvent se ramener à deux: le texte porte atteinte à la souveraineté des Etats, et il s'écarte de la conception classique de l'arbitrage international.

14. La délégation du Guatemala reconnaît que ces faits sont certains, mais elle estime qu'on n'en saurait tirer d'arguments valables contre le projet. En effet, tout le droit international implique la limitation de la souveraineté des Etats et, d'autre part, l'Organisation des Nations Unies ne doit pas uniquement favoriser la codification du droit international; elle doit aussi faciliter et hâter l'évolution de ses institutions. Il est significatif que l'Article 13 de la Charte mentionne d'abord le développement progressif du droit international, et en second lieu seulement la codification,

dont le rôle est moins important. Seul le développement progressif du droit international permettra d'aplanir les sérieux obstacles auxquels se heurtent les efforts que l'Organisation déploie pour atteindre le plus important des buts énoncés dans la Charte. Aussi ne faut-il se borner à codifier que lorsque le droit en la matière est pleinement développé et conforme aux nécessités de la pratique comme aux idéaux de la justice; dans le cas contraire, l'Organisation des Nations Unies doit jouer un rôle actif si elle entend "préserver les générations futures du fléau de la guerre".

15. Par le Pacte de la Société des Nations, puis, sous une forme plus précise, par la Charte des Nations Unies, on a intégré la norme juridique internationale en la concevant expressément comme devant être garantie par une sanction, mais il reste à conquérir la sécurité juridique, qui ne sera possible que le jour où les tribunaux internationaux auront compétence obligatoire et pourront imposer leurs décisions, grâce au contrôle de la force par la communauté. La sécurité politique étant précaire en soi, l'humanité se trouvera, dans les siècles à venir, devant l'alternative suivante: sécurité juridique ou guerre. L'arbitrage est extrêmement utile au maintien de la paix, mais on ne saurait dire qu'il soit parfait, ni qu'il constitue une panacée pour la justice internationale. En dépit de cette institution, il s'est produit toute une série de guerres, et il subsiste dans tous les continents des situations contraires au droit que seul l'équilibre politique, variable avec le temps et tributaire de maintes contingences, empêche d'entraîner la guerre.

16. Le projet de la Commission du droit international s'inspire de l'idéal de la sécurité juridique, ce qui suffit pour qu'on le considère avec respect, mais M. Rodil Machado estime qu'il est prématuré. Les auteurs semblent avoir oublié les conditions d'une procédure obligatoire: caractère obligatoire de l'arbitrage lui-même ou existence d'une juridiction obligatoire générale. En droit interne, l'arbitrage apparaît comme une dérogation aux procédures judiciaires communes et constitue pour les parties un moyen plus rapide et plus pratique que le recours aux tribunaux; il offre en tout cas l'avantage que les parties peuvent choisir leurs propres juges, ce qui constitue la seule caractéristique inhérente à l'arbitrage. La procédure arbitrale prend alors un caractère facultatif, mais opposé aux voies judiciaires ordinaires. Il est significatif qu'en droit interne la procédure soit absolument obligatoire pour la juridiction contentieuse, mais non pour la juridiction facultative. En fait, juridiction facultative et procédure obligatoire paraissent s'exclure ou, du moins, être difficilement compatibles. Le projet de la Commission du droit international n'aurait de sens et de valeur pratiques que s'il comportait l'obligation de recourir à l'arbitrage dans tous les cas: il acquerra ce sens et cette valeur le jour où la Cour internationale de Justice aura compétence obligatoire générale. Pour le moment, cette possibilité se trouve exclue. Le principal défaut du projet n'est donc pas intrinsèque, mais extrinsèque.

17. D'autre part, le projet renferme certaines dispositions qui vont non seulement au-delà de ce qu'exige la sécurité juridique, mais même à l'encontre de celle-ci, ce qui est paradoxal. Telles sont notamment les dispositions contenues dans le paragraphe 2 de l'article 2 et dans l'article 17, qui habilite, les unes la Cour internationale de Justice, les autres le tribunal arbitral et même son président seul, à prescrire des mesures provisoires illimitées et indéfinies. Tel est également

le cas de l'article 29, qui laisse subsister pendant 10 ans la possibilité d'une revision de la sentence.

18. En résumé, la délégation du Guatemala désapprouve le projet, non parce qu'il restreint la souveraineté des Etats et s'écarte de la conception classique de l'arbitrage, mais parce que les conditions actuelles de l'ordre international ne sont pas telles que ce texte puisse apporter un surcroît de sécurité, et parce que certaines de ses dispositions sont inopportunes, même compte tenu de l'esprit dont il s'inspire dans ses grandes lignes.

19. La délégation du Guatemala ne peut accepter le projet de résolution des trois puissances sous sa forme révisée (A/C.6/L.369/Rev.1), bien qu'il soit préférable au texte initial, car il implique un abandon complet de la question.

20. M. Rodil Machado estime que les amendements proposés par quatre puissances (A/C.6/L.370) constitueraient une solution provisoirement satisfaisante si l'on supprimait le dernier considérant et, surtout, si l'on éliminait du nouveau paragraphe 2 du dispositif le membre de phrase suivant: "qui doit être conçu comme un ensemble de règles sur la procédure arbitrale". En effet, le seul sens que l'on puisse donner à ce membre de phrase est incompatible avec l'évolution de la justice internationale. Il s'agit là de simples suggestions, non de propositions formelles.

21. M. CANAL RIVAS (Colombie) désire répondre à certaines observations et rappeler que sa délégation a accepté de figurer au nombre des auteurs du projet de résolution commun (A/C.6/L.369/Rev.1) parce qu'elle est en accord général avec les principes que défend ce texte, bien qu'elle n'en approuve peut-être pas entièrement tous les détails. Sans doute cette proposition ne préjuge-t-elle pas le fond du problème, et en cela elle est louable, mais on la dénature en prétendant qu'elle tend en réalité à écarter définitivement le projet de convention élaboré par la Commission du droit international (A/2456, par. 57). S'il est exact, comme l'a souligné le représentant de l'Union soviétique, que ce dernier texte n'a été adopté que par une faible majorité des membres de la Commission du droit international, il convient de noter que ce fait n'exerce aucune influence pratique, et que les décisions de l'Assemblée générale s'imposent quelle que soit la majorité qu'elles ont recueillie. Loin de chercher à écarter définitivement le texte de la Commission du droit international, le projet de résolution révisé tend à faire adopter une solution qui tienne compte des travaux accomplis par cet organe éminent.

22. En ce qui concerne les amendements qui ont été présentés (A/C.6/L.370), le représentant de la Colombie estime que les modifications proposées ont perdu toute utilité depuis que le texte du projet de résolution a été révisé. Il pense que ces amendements devraient être retirés.

23. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) définira la position de la délégation de l'Union soviétique à l'égard de la version révisée du projet de résolution des trois puissances (A/C.6/L.369/Rev.1). Il s'efforcera d'en dégager le sens profond en s'attachant non seulement au texte, mais encore aux commentaires de ses auteurs, car lors de l'examen du premier projet il a pu constater entre le texte et les commentaires des divergences profondes, voire des contradictions.

24. De l'avis de M. Morozov, il n'existe entre les deux textes que des différences de forme et non des

différences fondamentales qui permettraient de conclure que les auteurs ont voulu tenir compte des critiques adressées, à bon droit, au premier projet. Le projet révisé ne constitue qu'une version édulcorée de l'ancien, dont il atténue à peine les défauts.

25. Le paragraphe 3 du dispositif du nouveau projet de résolution est, pour le fond, semblable au paragraphe 2 du dispositif de l'ancien. Les auteurs ont simplement renoncé à inviter les Etats à "s'inspirer" du projet sur la procédure arbitrale. C'est là une modification minime, et le nouveau texte constitue, comme l'ancien et sous une forme à peine mitigée, une approbation de l'ensemble du projet soumis par la Commission du droit international. Or, ce projet est inacceptable; toute proposition tendant à en recommander l'adoption aux Etats Membres est donc également inacceptable.

26. Les auteurs prétendent avoir fait droit aux critiques de la majorité en mentionnant dans leur texte "les observations des gouvernements et les déclarations faites aux huitième et dixième sessions de l'Assemblée générale". Cette concession n'est qu'apparente; elle ne témoigne pas d'un réel désir de compromis. En effet, le texte ne spécifie pas quelles sont les observations et les déclarations qui sont portées à l'attention des gouvernements, si bien que chaque gouvernement pourra trouver dans le membre de phrase en question une approbation de son propre point de vue. Ce que les auteurs du texte se sont gardés de dire, c'est que la majorité des Etats ont été hostiles au projet sur la procédure arbitrale. Dans la pensée des auteurs de la proposition révisée, le paragraphe 3 ne vise que les observations et les déclarations des gouvernements favorables au projet de la Commission du droit international. Pour eux, ce sont ces observations et déclarations qu'il faudrait signaler à l'attention des Etats, alors qu'elles ne représentent que l'opinion de la minorité.

27. M. Morozov juge également inacceptable, dans le paragraphe 3 du dispositif, l'énumération limitative des Etats auxquels s'adresse la résolution. Autrefois, semblable formule avait peut-être sa raison d'être; maintenant, elle n'a d'autre effet que d'entraver la coopération internationale en excluant certains Etats. Il ne suffirait pas, cependant, de supprimer cette restriction pour rendre acceptable le texte révisé. L'essentiel demeure que l'on essaie d'arracher à la majorité une approbation mitigée du projet sur la procédure arbitrale.

28. Le représentant de l'URSS ne partage pas l'avis de la délégation des Philippines lorsqu'elle affirme que les membres de la Sixième Commission n'ont pu trouver aucune base d'entente. En fait, toutes les délégations, fidèles à l'esprit de la Charte, se sont prononcées en faveur de l'arbitrage en tant que procédure de règlement pacifique des différends. C'est sur l'élaboration d'une technique juridique appropriée qu'elles n'ont pu se mettre d'accord. Très peu de représentants ont défendu le projet soumis par la Commission du droit international, et ceux qui l'ont défendu l'ont fait avec des réserves telles que leur position est très voisine de celle des adversaires du projet. Les débats ont été utiles: ils ont confirmé les tendances qui s'étaient manifestées à la huitième session; ils ont prouvé que l'hostilité de la majorité à l'égard du projet est ferme, rationnelle et conforme aux principes du droit international et à la conception traditionnelle de l'arbitrage.

29. Le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution révisé, par lequel l'Assemblée générale féliciterait la Commission du droit international et le Secrétaire général des travaux accomplis par eux, est superflu,

voire contre-indiqué. Tout en faisant le plus grand cas des excellents documents que le Secrétariat a fournis aux délégations, le représentant de l'Union soviétique estime qu'il n'y a pas lieu d'adresser des félicitations au Secrétaire général, qui s'est simplement acquitté de sa tâche. D'autre part, les félicitations adressées à la Commission du droit international iraient naturellement aux sept membres constituant la faible majorité qui a adopté le projet de convention; comme la Sixième Commission s'est, dans l'ensemble, ralliée aux vues de la minorité, c'est celle-ci, et tout spécialement M. Amado, qu'il conviendrait de féliciter. Indépendamment de son contenu, la place même du paragraphe 1 est critiquable; cette présentation met l'accent sur la partie de la résolution qui paraît approuver le projet de convention.

30. En conclusion, M. Morozov déclare que la meilleure solution serait d'adopter les amendements présentés par l'Afghanistan, le Mexique, les Pays-Bas et la Yougoslavie (A/C.6/L.370); en dépit de la revision du projet de résolution, qui ne constitue pas une amélioration, ils n'ont rien perdu de leur valeur. La délégation de l'URSS votera pour ces amendements s'ils sont, comme elle l'espère, maintenus par leurs auteurs.

31. Si la majorité n'approuve pas les amendements, la délégation de l'Union soviétique votera contre les paragraphes 1 et 3 du projet révisé; en revanche, elle votera pour le paragraphe 2, qui, sans être excellent, est préférable au paragraphe 3. Au cas où les auteurs du projet de résolution consentiraient à supprimer les paragraphes 1 et 3 du dispositif, la délégation de l'URSS se prononcerait en faveur de ce projet.

32. Quant à la convocation d'une conférence de plénipotentiaires, la délégation de l'URSS y est, pour le moment, opposée. La question du nombre d'Etats dont le consentement serait requis pour que semblable conférence puisse se réunir apparaît secondaire. Ce qui importe, c'est la qualité du texte qui servirait de base aux travaux. Or, le projet actuel est mauvais, et l'on ne saurait recommander à 15 ou à 20 Etats un texte que l'on juge ne pouvoir proposer à l'Organisation dans son ensemble.

33. On a également suggéré de renvoyer d'abord le problème à la Commission du droit international, puis d'examiner la question de savoir s'il est indispensable de convoquer une conférence internationale. Cette solution n'est pas acceptable, car elle équivaudrait à signer un chèque en blanc à la Commission du droit international. Certes, l'intervention de la Commission du droit international est également prévue au paragraphe 2 du dispositif que proposent les quatre puissances (A/C.6/L.370, par. 2), mais avec cette différence capitale que le dernier mot appartiendrait à l'Assemblée générale. Seule l'existence d'un bon document de base peut justifier l'examen de la question de savoir s'il convient de convoquer une conférence de plénipotentiaires. Si, comme la délégation de l'Union soviétique l'espère, les amendements des quatre puissances sont approuvés, il appartiendra à l'Assemblée générale d'examiner le projet que la Commission du droit international aura revu. Peut-être l'Assemblée générale estimera-t-elle possible alors de convoquer une conférence, mais il ne faut rien préjuger. Il n'y a de certitude que sur un point: pour le moment, toute conférence de ce genre est impossible.

34. M. TAMMES (Pays-Bas) ne partage pas l'avis du représentant de la Colombie, qui a déclaré que les amendements proposés par quatre puissances (A/C.6/L.370) sont devenus inutiles depuis que le projet de résolution commun a été révisé (A/C.6/L.369/Rev.1).

En tant que coauteur des amendements, M. Tammes a déjà eu l'occasion de déclarer, à la 467^{ème} séance, que ces modifications s'appliquent au texte révisé du projet de résolution comme elles s'appliquaient à la version primitive, étant entendu cependant que le début du paragraphe 2 du projet d'amendements doit se lire maintenant comme suit: "Remplacer les paragraphes 2 et 3 du dispositif par les paragraphes suivants".

35. Le représentant des Pays-Bas ajoute que les auteurs des amendements désirent remplacer, dans les paragraphes 2 et 3 qu'ils proposent pour le dispositif, les mots "douzième session" par les mots "treizième session", afin de tenir compte du fait que l'ordre du jour de la Commission du droit international pendant ses deux prochaines sessions et celui de la Sixième Commission pendant les onzième et douzième sessions semblent devoir être très chargés.

36. Le PRESIDENT constate qu'il ressort des débats que la Commission n'a pas l'intention de discuter en détail le projet de convention élaboré par la Commission du droit international (A/2456, par. 57). Il propose donc que, dès que la discussion générale sera close la Commission aborde l'examen des projets de résolution et des amendements.

Il en est ainsi décidé.

37. De l'avis de M. MAURTUA (Pérou), les amendements soumis par quatre puissances (A/C.6/L.370) ne doivent pas être retirés, ne serait-ce que parce qu'ils reflètent l'attitude adoptée au cours des débats par un certain nombre de délégations.

38. Contrairement à ce qu'on a dit, la Commission du droit international n'a pas procédé à un simple travail de rédaction. Conformément à sa mission, elle a cherché à dégager les principales tendances, à coordonner et à concilier les vues exprimées. Elle est tenue de persévérer dans cette voie, car il ne lui appartient pas d'imposer ses vues, mais bien de modifier son œuvre pour tenir compte de toutes les observations.

39. Dans cet esprit, il conviendrait de supprimer, au paragraphe 2 proposé pour le dispositif par les quatre puissances (A/C.6/L.370, par. 2), le membre de phrase: "dans la mesure où... sur la procédure arbitrale"; ce passage paraît, en effet, porter un jugement défavorable sur un projet que la Sixième Commission n'a pas étudié en détail. De même, il faut rejeter le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution (A/C.6/L.369/Rev.1), qui tendrait à présenter comme définitif un texte dont on ne saurait dire qu'il marque un progrès par rapport au projet antérieur. Adopter sans véritable débat un texte dont chacun admet qu'il introduit dans la procédure arbitrale des aspects nouveaux presque révolutionnaires serait reconnaître à la Commission du droit international le caractère d'un organe législatif, ce qui ne correspond pas à la réalité.

40. M. Maúrtua pense qu'il serait possible d'arriver à une solution de compromis en combinant le projet de résolution et les amendements. On pourrait compléter le premier considérant du projet de résolution en ajoutant que l'on tient compte des points de vue exprimés au cours des débats de la Sixième Commission à la dixième session. Le deuxième considérant du même texte serait acceptable en ce qu'il reconnaît que certains progrès ont été accomplis. Il faudrait ajouter au préambule un troisième considérant qui reproduirait le deuxième alinéa proposé au paragraphe 1 du projet d'amendements. Cette addition est capitale, car elle laisserait la porte ouverte à d'autres mesures sans por-

ter de jugement sur la valeur du projet élaboré par la Commission du droit international.

41. En ce qui concerne le dispositif d'un texte de compromis éventuel, le représentant du Pérou ne pense pas qu'il convienne de conserver les paragraphes 1 et 2 du dispositif du projet de résolution, qui lui paraissent inutiles. Pour les raisons qu'il a déjà exposées, il estime qu'il faut repousser aussi le paragraphe 3 du dispositif du même projet. En revanche, on pourrait adopter les propositions formulées par les auteurs du projet d'amendements dans le paragraphe 2 de leur texte, avec la modification que le représentant du Pérou a suggérée au cours de son intervention.

42. Contrairement au représentant de l'URSS, M. Maúrtua ne pense pas qu'il soit opportun de réunir une conférence internationale avant que la question ait fait l'objet d'une nouvelle étude.

43. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) répond au représentant du Pérou qu'il semble qu'un malentendu se soit produit. Il n'a pas encore arrêté son attitude quant à la convocation ultérieure d'une conférence de plénipotentiaires. Ce qu'il a dit, c'est que la Commission ne pouvait décider de réunir une telle conférence pour lui soumettre le projet actuel de la Commission du droit international. Sur ce point, il croit être d'accord avec M. Maúrtua.

44. M. SERRANO GARCIA (Salvador) rappelle que son pays, comme les autres Etats latino-américains, est un partisan convaincu du règlement des différends par voie d'arbitrage.

45. Le projet soumis par la Commission du droit international représente le résultat d'efforts méritoires. Ne se bornant pas à codifier les règles traditionnelles, il formule des principes nouveaux et tient compte en cela

de l'évolution constante du droit. Il est certain toutefois que, si certaines de ces innovations sont heureuses, d'autres le sont moins.

46. Si l'on décide de modifier la pratique existante, il est indispensable de ne procéder dans cette voie qu'avec circonspection, et on pourrait signaler que le projet, en raison de son caractère novateur, doit faire l'objet d'une nouvelle étude approfondie. Cette étude pourrait être confiée à un comité spécial.

47. Le représentant du Salvador repousse l'idée de se borner à prendre note du projet, ce qui reviendrait à rayer la question des débats futurs de la Commission, et celle de convoquer une conférence internationale, car il est partisan, dans ce domaine, des conventions bilatérales.

48. Les amendements (A/C.6/L.370) au projet de résolution sont acceptables, mais il conviendrait de remplacer, dans le texte proposé pour le paragraphe 3 du dispositif, les mots "pour un dernier examen" — qui préjugent l'avenir — par les mots "pour un nouvel examen".

49. M. ROBINSON (Israël), soulevant une question d'ordre, propose de fixer un délai pour le dépôt des projets de résolution et des amendements. Il arrive que des orateurs fassent allusion à des projets qui ne seront distribués que plus tard sous forme écrite, ce qui peut provoquer de nouvelles interventions et prolonger indûment les débats.

50. Le PRESIDENT partage les craintes de M. Robinson et propose de fixer comme date limite la fin de la 470ème séance, sous réserve des propositions visant des points de rédaction, qui pourront toujours être présentées oralement par la suite.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 heures.